

I. SYNTHÈSE

Pour se dédouaner et cacher son crime, le Collectif des Partis d'opposition accuse le parti FRODEBU de tous les maux, allant même jusqu'à le taxer d' "organisation fasciste et terroriste qui a planifié et exécuté la mise à mort de ses citoyens". Dans le même temps ces partis félicitent les Forces Armées qui, dit-on, se sont conduites de façon exemplaire au cours de cette crise. Mieux, le Collectif des Partis d'opposition, qui se présentent en sauveurs du peuple, réclame en rançon le pouvoir qu'ils ont perdu lors des élections de juin 1993, arguant que le parti FRODEBU s'est déshonoré et rendu indigne de continuer à diriger le pays.

Or la réalité est toute autre et crève les yeux. Contrairement aux arguties, à la dialectique et à la casuistique auxquelles recourent ces partis dans leur livre blanc, les faits que nous avons rassemblés dans cette partie condamnent sans appel l'opposition et les forces armées. Loin d'être des victimes innocentes de ce que le professeur Jean-Pierre Chrétien et ses adeptes qualifient de "nazisme hutu", bien des Tutsi et Hutu militants de l'UPRONA sont comptables devant la nation et l'Histoire d'avoir versé beaucoup de sang innocent et d'avoir été l'instrument du putsch du 21.10.1993 et de ses conséquences.

I.1. Une mort totale et définitive

Ce putsch planifié de longue date, jusque dans les menus détails, visait - et vise toujours - à décapiter le parti FRODEBU politiquement, physiquement, intellectuellement et économiquement. Il fallait reprendre le pouvoir par la force des armes. Et puisque ce plan a momentanément échoué, il faut abattre le parti FRODEBU moralement et du coup couvrir les criminels. La décapitation de ce parti par un coup d'Etat consistait donc dans l'assassinat de tous les grands ténors du parti FRODEBU : à savoir: le Président de la République, le Président et le Vice-Président de l'Assemblée Nationale, le Ministre de l'Administration du Territoire et du Développement communal, l'administrateur général de la Documentation et des Migrations, les gouverneurs de Province (dont ceux de Gitega, Karusi, Kirundo, Bubanza), les administrateurs communaux (dont ceux de Kayokwe, Kiganda, Makebuko, Ryansoro, Buhiga, Busoni, Gasorwe, etc.), des directeurs d'école (cas des Collège communal de Nyabihanga, Lycée de Kayanza, Lycée de Tora, Ecole des travaux publics de Gitega) : bref, les représentants du parti à tous les niveaux. Faut-il rappeler que les autres autorités politiques n'ont eu la vie sauve que par la fuite chez les voisins ou l'exil dans des ambassades ou à l'étranger ?

A cette liste doivent être ajoutés les cas de meurtre de quatre abbés hutu, dont deux de Ruyigi, un de Bubanza et un de Giheta, d'un frère et de trois religieuses hutu. Ils ont été tués par ou avec la complicité des confrères Tutsi. Du reste le nombre de victimes chez les Hutu n'a cessé de croître chaque jour dans les camps de réfugiés à l'étranger, dans les buissons ou les marais où ils furent décimés par diverses maladies dues aux conditions infra humaines dans les quelles vivaient ces misérables.

Un tableau synoptique des dégâts matériels - maisons pillées et incendiées, magasins et boutiques saccagés, détruits ou auto-attribués par des Tutsi, véhicules volés ou détruits, champs détruits ou moissonnés par les Tutsi déplacés - montrerait également que ce sont les Hutu qui ont le plus souffert économiquement comme ils l'avaient été du reste lors

des génocides cycliques et répétitifs contre eux en 1965, 1969, 1972/1973, 1988, 1991. On rappellera en passant que fidèles à leur logique habituelle de faire passer le bourreau pour la victime et la victime pour le bourreau, les extrémistes Tutsi réunis en un Collectif des partis d'opposition tentent une nouvelle fois de transformer leur nouveau génocide contre les Hutu en un génocide des Hutu contre les Tutsi comme ils ont essayé de le faire pour les génocides précités.

Or les signes précurseurs (voir plus loin) de ce putsch - découverts trop tard malheureusement - et les moyens mis en oeuvre pour la réussite de cette entreprise machiavélique, montrent sans risque d'erreur que les Tutsi extrémistes ne reculeraient devant rien - même pas devant le crime - dans leur entreprise funeste de récupérer le pouvoir par tous les moyens. Une partie des documents que nous publions en annexe le prouvent en suffisance.

I.2. Quelques signes précurseurs du putsch

A la lecture des témoignages de ce document il ressort que beaucoup de faits et comportements antérieurs au putsch trouvent tout à coup une explication on ne peut plus claire et qu'ils sont à mettre sur le compte des extrémistes Tutsi du parti UPRONA et de ses satellites. Parmi ces faits et gestes on doit citer :

- des incendies criminels de forêts, de caféiers, de plantations d'eucalyptus ou autres essences;
- l'organisation des tueries ici et là dans le pays, surtout à Bujumbura, pour créer l'insécurité;
- divers actes de sabotage de l'économie nationale;
- des réunions régulières et secrètes et le recensement des militants du parti FRODEBU;
- la non- reconnaissance de l'autorité du FRODEBU, notamment par les parlementaires du groupe UPRONA;
- une propagande et une intoxication tous azimuts contre le FRODEBU;
- la commande par des militaires de Gitega de baïonnettes et de poignards de fabrication locale;
- le creusement de fosses communes dans certains endroits (école, famille) dans un but criminel;
- l'existence de listes des Hutu et Tutsi du FRODEBU à abattre;
- la distribution d'armes à feu à certaines familles Tutsi;
- le retrait précipité des Tutsi des cotisations d'une caisse de solidarité;
- la disponibilisation en grande quantité du vin de banane dans beaucoup de ménages Tutsi et Hutu upronistes; l'organisation de festivités dans bien des endroits par les Tutsi et Hutu upronistes dès l'annonce du putsch;
- l'achat, par des familles Tutsi, de somnifères à administrer à leurs victimes (Hutu et Tutsi du FRODEBU) afin de les exécuter sans résistance aucune;
- le déplacement et la mise en sécurité (sous la protection des militaires) des Tutsi (familles, élèves) bien avant le putsch ou dès l'annonce de celui-ci;
- un branle-bas de combat chez certaines unités militaires alors que rien n'exigeait de tels préparatifs.

I.3. Provocations directes

Comme si les festivités n'étaient pas déjà en soi une provocation, beaucoup de Tutsi et Hutu de l'UPRONA tinrent des propos provocateurs, vexatoires et injurieux vis-à-vis des militants du parti FRODEBU. Il fallait les amener à la révolte et justifier la répression selon le schéma classique: provocation-réaction-répression. Parmi ces propos citons ceux-ci :

- *Ndadashwe kanyu abasoda bagafashe kandi mu masaha makeya baragakerera, Abatutsi ntibaheranwa. None ubuho muzoja mu mugambwe uwuhe ? Urwanyu rurageze. Rukiga urabahenukiyeko basha !* [Votre vomissure (littéralement: je vomis) - déformation du nom de Ndadaye) est à la merci de nos militaires. Dans quelques heures ils vont lui couper le cou car, nous les Tutsi, nous avons toujours le dernier mot, et sommes rancuniers. Pauvres hères ! à quel parti allez-vous adhérer maintenant ? C'en est fait de vous ! La grosse montagne de Rukiga vient de s'écrouler sur vous !]
- *Nimusubire muhagarare bwuma !* [Essayez encore une fois de vous tenir debout sans peur !] - ainsi que ne cessait de le répéter le président Melchior Ndadaye à ses militants.
- *Nimusubire muduze ka gafunsi* [Osez encore lever le petit poing].-manière de se saluer de la part des militants du parti FRODEBU.
- *Ka kagabo mwahora mwishimira bagafashe. Kandi nta nkeka baragafyeta* [Votre bout d'homme qui faisait toute votre fierté a été arrêté. Nul doute qu'on va le bouffer en quelques secondes]
- *Ya sake tuhava tuyikaranga, twayiciye rwa rugaragara* [Nous allons bientôt frire votre coq. Nous lui avons déjà coupé la crête]
- *Subira mumanike bwa bupfunsi, duhava tubugegena* [Dépechez-vous de lever une fois de plus vos petits poings car nous allons bientôt les couper]
- *Ya sake bayikereye. Ni subire ibike twumve* [On a déjà tordu le cou à votre coq. Nous aimerions l'entendre chanter de nouveau]
- *Mbe ka Ndadashwe niko kabariza ?* [Vous n'avez pas honte de verser des larmes à cause de la mort de votre nigaud de "Vomissure"]
- *Subira muduze ka gapfunsi mwa mbwa mwe* [Osez encore lever votre petit poing: fils de chien]
- *Ntitwari twarababwiye ko Ndadaye wanyu atazorenza amezi atatu ?* [N'est-ce pas que nous vous avons averti que votre Ndadaye ne vivrait pas plus de trois mois ?]

On imagine bien que ces provocations ne pouvaient pas laisser les militants du parti FRODEBU indifférents, surtout les Hutu, les plus nombreux dans ce parti, encore traumatisés par les différents génocides répétitifs et cycliques déjà mentionnés. Certains prirent alors la fuite, morts de peur; d'autres s'organisèrent pour opposer une résistance farouche à une attaque éventuelle, en se regroupant, en barricadant les routes par les

abattis ou en coupant les ponts; d'autres enfin, pris de rage, massacèrent ceux qui les harcelaient ou représentaient le danger, en l'occurrence les Tutsi.

I.4. Un génocide planifié

Du reste beaucoup de Hutu qui se résignèrent en ne cherchant même pas le salut dans la fuite furent massacrés par les militaires ou les hordes de Tutsi extrémistes, même sans le prétendu prétexte de venger les leurs. Des centaines et des centaines de Hutu, qui de bonne foi s'étaient rassemblés pour entendre des messages de "pacification" furent ainsi abattus par balles, grenades ou par des armes blanches, quand ils n'étaient pas mitraillés par des armes lourdes ou par hélicoptères. Ceux qui s'étaient réfugiés dans des maisons furent brûlés vifs. Même ceux qui s'étaient réfugiés dans des églises, ou les malades alités dans des hôpitaux, ne furent pas épargnés. Sans oublier les veuves et orphelins des génocides antérieurs.

Des enfants de moins de deux ans, des infirmes, des vieillards et des vieilles de plus de 70 ans sont tombés sous le glaive de ces tueurs alors que des femmes enceintes étaient éventrées à coup de baïonnettes, de machettes, de piquets pointus (imigano). Dans la Commune de Kiganda en Province de Muramvya (Province natale du Président assassiné) le crime était tellement planifié qu'il existait plusieurs comités : sécurité, gestion des recettes, exécution du crime, décision, équipe des bourreaux. Tous ces comités étaient coiffés par un haut commandement militaire et bénéficiait de la présence d'un prêtre, curé de paroisse.

C'est ici le moment de signaler que les commanditaires, les exécuteurs du crime et délateurs sont presque à 100% des Tutsi : civils (hommes et femmes), militaires, élèves, paysans, réfugiés rwandais et même des hommes d'Eglise. S'agissant des réfugiés rwandais le document cite nommément une cinquantaine d'individus qui ont pris une part active dans les massacres à travers tout le pays. Dans la Mairie de Bujumbura, certains se sont fait tuer alors qu'ils détruisaient la maison d'un Hutu. Les réfugiés rwandais ont été particulièrement actifs dans la ville de Gitega (9 noms cités), à Butihinda, en province de Muyinga (un groupe de femmes), à Butezi, à Bubanza (13 noms cités dont 9 Inkotanyi), à Cibitoke, à Rutana, à Ruyigi, à Karusi, à Muramvya, à Ngozi (Mwumba et Nyamurenza), à Kirundo et dans la Mairie de Bujumbura bien sûr, spécialement à Bwiza-Jabe et Nyakabiga. Ils ont même assassiné un major de l'armée burundaise (le Major Bengeye) qu'ils avaient pris pour un Hutu.

D'ailleurs la distinction entre Tutsi burundais et Tutsi rwandais n'est faite ici que pour une simple méthodologie de travail car on sait qu'un bon nombre parmi eux ont été naturalisés burundais et qu'un même destin les lie contre les Hutu du Burundi. C'est ce que rappellent si bien le document "les 17 prescriptions des Batutsi" (*Amategeko cumi n'indwi y'abatutsi*) du 3.11.1993 et la défense des réfugiés rwandais faite par le Collectif des partis d'opposition dès qu'ils sont mis en cause dans le drame du Burundi.

Quant aux hommes d'Eglise huit prêtres oeuvrant dans les diocèses de Gitega, Muramvya et Ruyigi tiennent la vedette sans oublier la congrégation des Frères Bene Yozefu à la quelle des historiens sérieux devront un jour consacrer une étude.

I.5. Estimation des victimes

Les auteurs de ce document, qui est loin d'être exhaustif et dont la confection s'est faite dans des conditions très difficiles, font un constat terrible. A savoir que la Province natale du Président assassiné "est l'une des provinces les plus fortement touchées par les massacres des Hutu par les militaires en activité, retraités ou en congé, aidés par les déplacés tutsi et les élèves qui ont refusé de rentrer chez eux". Ce n'est sans doute pas un hasard et des chercheurs sérieux (historiens, sociologues, psychologues, démographes, politologues et autres) nous en donneront peut-être un jour l(es) explication(s). Ce qu'il faut noter déjà, c'est que sur les 88 communes et 9 zones (Mairie de Bujumbura) couvertes par l'enquête, on compte :

- 51 communes et 4 zones où seuls des Hutu ont été massacrés et en grand nombre. Ceci s'explique du fait que les Tutsi étaient déjà à l'abri ou accompagnés dans leurs méfaits par des militaires ou d'autres personnes disposant d'armes à feu;
- 12 communes et 5 zones où les Hutu ont été tués en grand nombre par rapport aux Tutsi;
- 18 communes où il y a eu presque autant de tués des deux côtés;
- 1 commune où il y a eu plus de Tutsi tués que des Hutu;
- 0 commune où zone où il n'y a eu que des Tutsi tués.

Par ailleurs on doit faire remarquer que, dans quelques communes, certains Tutsi tués l'ont été par leurs congénères qui leur reprochaient leur appartenance au parti FRODEBU (cas de l'Honorable Gilles Bimazubute, Vice-Président de l'Assemblée nationale, et M. Englebert Sentamo - et presque toute sa famille -, gouverneur de la Province de Karusi), ou les accusaient d'être modérés et donc pro-FRODEBU (cas du Directeur du Lycée de Tora en Commune Mugamba, Province de Bururi, tué par ses élèves Tutsi sous le prétexte que, bien que membre de l'ANADDE, c'était "un valet du FRODEBU").

I.6. Conclusion

De la synthèse des informations contenues dans ce rapport il ressort qu'il y a eu 5 Hutu assassinés contre 1 Tutsi tué, sans parler des blessés, des personnes portées disparues, des déplacés. Par ailleurs la quantité et la qualité des informations recueillies peuvent différer beaucoup, parfois de façon très remarquable, selon les provinces, les communes, les secteurs et les collines. Cette situation est due au fait que le drame ne s'est pas déroulé de la même façon et avec la même intensité partout. Elle est le résultat aussi d'un grand concours de circonstances et des acteurs politiques, circonstances qui ont fait que le recueil des informations était parfois relativement moins difficile alors qu'ailleurs il était quasi impossible, ne fût-ce qu'en raison de la disparition de l'autorité locale ou régionale.

Dans tous les cas, selon plusieurs sources dignes de foi et d'après notre document, ce sont, faut-il le répéter, les Tutsi extrémistes qui ont planifié et exécuté le putsch. Il est donc pour le moins malhonnête d'accuser le parti FRODEBU d'avoir préparé un génocide contre les Tutsi et les Hutu de l'UPRONA. En réalité le livre blanc et toute campagne en ce sens ne cherche qu'à faire digression pour couvrir certains responsables politiques, civils, judiciaires et militaires et garantir leur impunité.

II. POUR COMPRENDRE LE DRAME

II. 1 Historique

Il faut remonter aux massacres répétitifs de 1965, 1969, 1972, 1988, 1991 qui ont emporté la vie de plusieurs centaines de milliers de Burundais, rendu d'autres veufs(ves) et orphelins et contraint à l'exil d'autres centaines de milliers pour comprendre le drame qui frappe le Burundi après le putsch du 21.10.1993.

Il faudrait se référer aux tueries de Ntega-Marangara qui ont poussé une vingtaine d'intellectuels Hutu à adresser une lettre ouverte au Président Buyoya dénonçant les massacres cycliques des Hutu et exigeant que la question de l'Unité nationale soit étudiée en profondeur afin de garantir la Paix et la Sécurité pour tout le monde, préalables d'un avenir pour tous et à un développement équitable et harmonieux.

Le Président Buyoya, qui a vite compris l'enjeu du problème que posait la question de l'Unité nationale, a alors mis sur pied une Commission de "24 sages" chargée d'étudier la question de l'Unité nationale. Ceux-ci ont produit un rapport qui a suscité beaucoup de débats suivis par l'élaboration d'une Charte de l'unité nationale adoptée par le peuple burundais par voie référendaire.

Suite aux pressions internes et externes, résultant du vent démocratique venu de l'Est qui n'a pas épargné le Burundi, le pouvoir d'alors s'est vu obligé d'instaurer le multipartisme dans le pays après quelques réticences qui tendaient à accrédi ter que le multipartisme n'était que mimétisme, une mode, etc...

Le parti UPRONA, alors unique au pouvoir, s'est vu contraint de cohabiter avec d'autres partis dont le FRODEBU. Il a alors adopté une stratégie qui devait toujours lui assurer la suprématie sur ses concurrents. Pour cette raison il a fait rédiger et voter unilatéralement une constitution et élaborer une loi sur les partis politiques, qui manifestement ne devaient favoriser que lui seul tout en freinant la course au Pouvoir des autres partis.

Cependant, en dépit de toutes ces embûches dressées par le pouvoir, le parti FRODEBU, fort de son expérience de la clandestinité, s'est érigé en un concurrent très sérieux de l'UPRONA.

Après s'être opposé mais en vain à l'agrément du FRODEBU, le parti UPRONA a entamé une autre stratégie de diabolisation de son rival pour le discréditer. Malgré cela le peuple déserta massivement les rangs de l'UPRONA, terni par sa gestion désastreuse du pays pendant les trente dernières années, pour adhérer au FRODEBU dont le projet de société s'avérait salutaire après tant d'années de tragédies sanglantes et de frustrations.

La conséquence immédiate de ces faits a été la défaite cuisante de l'UPRONA et de ses acolytes lors des élections présidentielles et législatives de juin 1993.

Il va donc sans dire que la crise burundaise actuelle trouve son origine principale dans la défaite cuisante et récusée du parti UPRONA et de ses satellites lors des élections présidentielles et législatives de juin 1993.

Au regard des stratégies mises en place lors de l'adoption du multipartisme et du code électoral ainsi que les discours, slogans etc... qui ont marqué sa campagne électorale, le parti UPRONA avait juré de ne jamais lâcher le pouvoir, ce qui a provoqué la déroute, le désarroi et la colère parmi ses militants et ses sympathisants.

Pour un observateur bien avisé, le coup de force du 21.10.1993 n'a été qu'une réalisation des mises en garde adressées par le Comité central du parti Uprona et ses militants au peuple burundais au cas où ce dernier voterait pour le candidat du FRODEBU.

Le putsch du 21.10.1993 peut être interprété comme une sanction infligée au peuple burundais et à ses dirigeants démocratiquement élus par des extrémistes Tutsi en majorité upronistes ou sympathisants de ce parti, qui avaient taxé les élections de juin 1993 de "recensement ethnique".

Il faut rappeler que lors de la campagne électorale, les extrémistes Tutsi et leurs acolytes Hutu avaient diabolisé à outrance les candidats rivaux dont Melchior Ndadaye du FRODEBU.

Pour eux ne pas voter pour l'UPRONA signifiait voter pour les forces du mal. Ils disaient en effet que quiconque ne voulait pas être ni veuf ou veuve, ni orphelin, que tout Burundais qui voulait la paix et la prospérité parmi les siens et dans ses biens n'avait d'autre choix que de voter pour l'UPRONA. Ils affirmaient même que le Président Ndadaye ne gouvernerait pas plus de 3 mois.

Un autre élément très important qui a augmenté le courroux de ces extrémistes en déroute est que pour la toute première fois dans l'histoire du Burundi, un Hutu venait d'être hissé à la magistrature suprême du pays, ce qui représentait un blasphème intolérable pour eux.

Pour mettre ces menaces à exécution ces mêmes extrémistes nazistes ont engagé une série d'actions de sabotage du nouveau pouvoir aussitôt après sa mise en place pour le discréditer. Tels :

- la tentative du coup d'Etat du 3.7.1993 pour s'opposer à l'Investiture du nouveau Président;
- le refus des parlementaires de l'UPRONA d'aller saluer le Président de la République lors de ses déplacements;
- le dénigrement des nouvelles autorités administratives dans les médias, dans les meetings ou dans d'autres manifestations organisées par l'opposition;
- la recrudescence de la criminalité organisée et/ou financée par les mêmes partis de l'Opposition.

Tous ces éléments cités démontrent clairement, s'il en était encore besoin, que le putsch du 21.10.1993, et tout le drame qui l'a suivi, est le couronnement d'un projet échafaudé par l'opposition, longtemps mûri par elle, et agissant de concert avec l'armée pour essayer de reconquérir le pouvoir par la force.

II.2. Les faits

En réalité, pour un analyste avisé et qui connaît l'Histoire des drames et des coups d'Etats survenus à maintes reprises dans ce pays le putsch du 21.10.1993 n'a rien de semblable avec les coups d'Etats déjà fomentés dans le pays. Car en effet, c'est pour la toute première fois qu'il y a effusion de sang et qu'un Chef d'Etat est assassiné par ceux-là mêmes qui devaient le protéger: les militaires.

Il est donc erroné d'entendre que les upronistes, qui ont organisé et mis à exécution un plan de massacres et de décapitation du FRODEBU, prétendent qu'ils ont été les seuls à être tués quand nous savons que presque tout l'arsenal de l'armée burundaise a été mobilisé pour massacrer les militants du FRODEBU à majorité Hutu dans presque toutes les provinces du pays.

Pour camoufler leurs forfaits ils ont déjà dressé des listes qui pour la plupart des fois sont mensongères ou fictives des Tutsi qui auraient été massacrés par les Hutu.

Le plan d'extermination des Hutu, dont le début d'exécution devait coïncider avec l'assassinat du Président Ndadaye, était connu par les upronistes d'un peu partout dans le pays. En effet, des témoignages dignes de foi relèvent que dans beaucoup de régions du pays, aussitôt après avoir appris les nouvelles du putsch, les upronistes sont descendus dans la rue pour manifester leur joie, clamant que le roi des Hutu venait d'être décapité, que le poing (salutation du FRODEBU) n'allait plus jamais être levé, que c'en était terminé avec le FRODEBU.

Presque partout dans le pays comme à Kayanza, Gitega, et ailleurs, ils avaient déjà creusé des fosses communes où devaient être jetés les Hutu, apprêté de la bière et préparé des repas copieux pour fêter l'événement.

Les upronistes ont également commencé à importuner ou à s'attaquer directement aux militants du FRODEBU car ils savaient très bien que l'armée allait les épauler et les protéger sans tarder. Ils étaient devenus fiers, arrogants et virulents dès l'annonce du coup d'Etat qu'ils croyaient avoir réussi.

La crise d'octobre a occasionné beaucoup de dégâts matériels et humains dont les militants du FRODEBU ont été les principales victimes. Rien d'étonnant car les putschistes voulaient absolument en finir avec le FRODEBU.

Les upronistes qui ont organisé ce putsch veulent détourner l'opinion tant nationale qu'internationale en voulant à tout prix faire croire à un massacre des Tutsi par les Hutu. Ils croient ainsi camoufler les objectifs de leurs actes ignobles et barbares du 21.10.1993 et échapper ainsi à la condamnation ou à un jugement éventuel des crimes contre l'humanité qu'ils ont perpétrés dans le pays durant ces trois dernières décennies.

II.3. Bilan provisoire

Le bilan du drame qui a frappé le Burundi dès la nuit du 21.10.1993 est lourd en dégâts matériels et humains et il sera très difficile d'en faire une évaluation exacte tant que la paix et la sécurité ne seront pas encore rétablies dans le pays.

Toutefois les données, encore provisoires recueillies un peu partout dans les provinces du pays et que nous présentons dans ce document, révèlent que bien des vies humaines ont été fauchées.

Des centaines de milliers d'innocents Hutu ont été massacrés, plus d'un million d'autres se sont réfugiés dans les pays limitrophes où ils vivent misérablement dans les camps, et sont victimes de la faim, de maladies endémiques. D'autres milliers de Hutu vivent dans les marais et sont exposés à la mort car l'aide humanitaire ne peut pas les atteindre.

Nous ne voudrions pas ici engager une polémique quant aux auteurs et aux acteurs de ces actes de criminalité, de vandalisme, de barbarie etc., car les données elles-mêmes sont très éloquents sur la question.

II LES FAITS ET TÉMOIGNAGES DANS LES PROVINCES

III.1 Province de Bubanza

III.1.0. Introduction

La terreur qui secoue actuellement les familles Hutu des communes de la Province Bubanza, en l'occurrence les communes de Gihanga et Bubanza, est la conséquence des crimes, perpétrés contre eux par leurs cohabitants Tutsi et rwandais, assistés et soutenus par les "forces de l'ordre" dans leurs actions ignobles de tueries et de pillage au cours desquelles d'aucuns ont fait montre de savoir faire dans l'art de brûler les maisons.

La consigne avait été donnée aux Tutsi. La preuve en est que certains Tutsi natifs de Bubanza oeuvrant à Bujumbura sont montés les mardi et mercredi précédant la journée du putsch pour déplacer certains membres de leurs familles vers Bujumbura. On peut citer Evariste Bankamwabo, Thomas Ndabemeye, le Major Déo Bugegene, commandant du camp Gakumbu...

III.1.1. Commune Bubanza

Le coup d'envoi a été donné par les militaires déjà le 22 octobre et le brigadier Syrdie, qui ont tiré sur 14 Hutu. C'est ainsi que des Hutu et Tutsi de la zone Buvyuko et Muramba se sont massacrés. Le tableau en annexe vous donnera les détails. A suivi alors le massacre systématique des Hutu se trouvant au centre commercial de Bubanza, avant de passer à la dévastation des champs qui sont aux alentours du centre.

On enregistre également la mort de 158 Hutu sur les collines de Buvyuko, Rugunga, Gahongore, Nyabitaka, Kajeke et Gatura. Ils ont été tués par les déplacés accompagnés par les militaires. 60 maisons y ont été brûlées.

Le paroxysme des massacres a été atteint par l'assassinat atroce du gouverneur de la province Bubanza, M. Evariste Ntahomvukiye (Hutu) dans la nuit du 20.11.1993. Une liste de tous les participants à cet assassinat est annexée à ce rapport.

Nous rappelons en passant que des entraînements militaires par les militaires, sont organisés à l'endroit des élèves et déplacés de Bubanza et Mitakataka. Ils se font la nuit à la colline Gahongore. Certains Tutsi ont reçu des armes à feu et des grenades pour faciliter l'entraînement et quelques tueries sporadiques.

Les assassins du gouverneur de Bubanza sont :

- Ntanoga
- Thérance
- Butoyi
- Havyarimana
- Crescent Gitabu
- Tatu
- Sarehe

Cet assassinat du gouverneur de Bubanza a été préparé par les personnes ci-après :

- Thomas Ndabemeye
- Ndereyahayo
- Membre
- Joseph Gahungu
- Goyigoyi Nicodème, grand commerçant au centre de Bubanza
- Sicaire Ruryoryo
- Mariko Nyakarerwa, grand commerçant au centre de Bubanza
- Nestor Runambi
- Salvator Minani, grand commerçant au centre de Bubanza, la réunion préparant l'assassinat s'est tenue chez lui
- Evariste Bankamwabo
- Dorothée Ntibarufata
- Balthazar Bambara
- Jean Siyori
- Cerere
- Gaspard Rugirababiri
- Onésime Bijwangerara
- Nicolas Nyankirije
- Adolphe Ntibarufata

- Ngobera
- Bijoote

II.1.2. Commune Gihanga

La crise a commencé froidement pendant les tout premiers jours des événements. Le déclenchement arrivera avec la montée de la tension perpétrée par un groupe de fonctionnaires Tutsi et rwandais qui tenaient à ensanglanter la commune comme cela se fait ailleurs en orchestrant massacres et tueries des Hutu, pillages et vols et en brûlant les maisons. Le groupe est présidé par Kimoros, titulaire de la 6ème à l'école primaire de Gihanga; Mbinga, préfet de discipline de l'ETMM; Mani, inspecteur cantonal; Vénuste Gatera, commerçant et riche rwandais; 2 détectives privés, anciens militaires portant les prénoms de Jérôme et Pascal; un groupe de militaires opposés au commandant de brigade Gatoberwa qui ne leur donne pas l'ordre de prendre les armes; un groupe d'étudiants du secondaire, natifs de Gihanga.

Tout le groupe et d'autres Tutsi et Rwandais étaient sous la conduite et sous la protection de l'administrateur de Gihanga, un Tutsi uproniste nommé Jean-Bosco Nahimana, ainsi qu'un agronome du nom de Aloys Nzeyimana, natif de Gihanga et actuellement directeur du D.P.A.E. Bubanza.

Beaucoup de Hutu sont morts, des maisons pillées et incendiées. Les auteurs de ces massacres et de ces incendies sont :

- Karekezi (rwandais)
- Kamvamuhenda (rwandais)
- Kagina (rwandais)
- Gasana (rwandais)
- Vénérand Masumbuko
- Salvator Ruterakagayo
- Gérard Karibuhwe
- Musayasaya
- Ernest Magume
- Casimir Badogo
- Toto
- Ndonse
- Sindayigaya
- Vital Sindayiganza
- Kayoya

Les 20. et 21.10.1993, 15 maisons de la 12è avenue ont été brûlées par :

- Bararusesa Ndurumbu
- Léonard Nibaruta
- Philippe Karimwomenshi
- Kigopo Habanawema
- Caruberetanyi
- Buduye
- Mayombagu
- Athanase Kiboyogo
- Ruper

Tous sont des Rwandais "Inkotanyi".

A côté de ces Rwandais, il y avait un groupe de Tutsi qui ont arrêté des gens et les ont massacrés dans la brousse de Rukoko. Ce sont :

- Célestin Ndenzako
- J. Bosco Hatungimana
- Mahungiro
- Jean Baptiste Hatungimana
- Samson Manirakiza
- Ziragiye
- Dieudonné Birori
- Famille Ntunungu
- Birahindura
- Emmanuel Mbinga
- Frédéric Ngobera
- Déo Kobashaka